

## Mort et répression en Amérique latine durant les régimes dictatoriaux récents (1960-1980)

José Del Pozo, Ph.D.

Volume 15, numéro 2, printemps 2003

Guerre, mort amère

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1073815ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1073815ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

1180-3479 (imprimé)

1916-0976 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Del Pozo, J. (2003). Mort et répression en Amérique latine durant les régimes dictatoriaux récents (1960-1980). *Frontières*, 15(2), 21–25.  
<https://doi.org/10.7202/1073815ar>

Résumé de l'article

Cet article analyse les politiques de répression allant jusqu'à la mort, mises en pratique par plusieurs gouvernements latino-américains entre les années 1960 et 1980, particulièrement les cas du Chili et de l'Argentine. L'auteur postule que ces politiques se sont basées sur une longue tradition répressive, qui incluait des assassinats politiques, commencée dès l'époque de l'indépendance du début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais qui prirent un caractère beaucoup plus violent et qui affectèrent l'ensemble de la société à partir des années 1960, suite à l'impact de la révolution cubaine, qui servit comme prétexte pour déclencher une répression justifiée dans le but de défendre l'Occident. Cette situation suscita des changements dans la socialisation des gens qui subissaient les conséquences de la répression.

# Mort et répression en Amérique latine durant les régimes dictatoriaux récents (1960-1980)

## Résumé

Cet article analyse les politiques de répression allant jusqu'à la mort, mises en pratique par plusieurs gouvernements latino-américains entre les années 1960 et 1980, particulièrement les cas du Chili et de l'Argentine. L'auteur postule que ces politiques se sont basées sur une longue tradition répressive, qui incluait des assassinats politiques, commencée dès l'époque de l'indépendance du début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais qui prirent un caractère beaucoup plus violent et qui affectèrent l'ensemble de la société à partir des années 1960, suite à l'impact de la révolution cubaine, qui servit comme prétexte pour déclencher une répression justifiée dans le but de défendre l'Occident. Cette situation suscita des changements dans la socialisation des gens qui subissaient les conséquences de la répression.

Mots clés : *Amérique latine – assassinats politiques – répression.*

## Abstract

This article analyses the politics of repression, including death, used by several Latin American governments between the 1960's and the 1980's, especially in Chile and Argentina. These politics had their roots in a long tradition of repression and political murders, started during the time of the Independence, in the 19<sup>th</sup> century, which became more violent and embracing the whole society after the Cuban revolution. In this new context, repression was justified in order to preserve the Western civilization. This situation had an impact in the way people started to socialize to cope with the consequences of repression.

Key words : *Latin America – political murders – repression.*

José Del Pozo, Ph.D.,  
professeur, Département d'histoire, UQAM.

## LE POIDS DE L'HISTOIRE

Les régimes politiques dictatoriaux qui ont gouverné sous la menace de la terreur, allant jusqu'à causer la mort de leurs opposants, ont existé dans diverses époques de l'histoire latino-américaine. Ils s'appuient sur une longue tradition de violence qui remonte au processus d'indépendance, au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Royalistes et patriotes (les *Criollos*) échangèrent coup sur coup dans un contexte où l'on ne faisait pas de quartier à l'ennemi. Cette situation atteignit un paroxysme au Venezuela, durant la campagne militaire menée par Bolívar en 1813, qui menaça de mort tous les Espagnols qui n'appuieraient pas l'indépendance. La situation empira à cause de l'élément racial : Noirs, Métais et Indiens se lancèrent parfois dans la mêlée avec leurs propres revendications, semant la panique chez tous les Blancs.

Lorsque le processus d'indépendance fut terminé, vers 1825, on calcule qu'environ deux millions de personnes avaient perdu la vie. La plupart d'entre elles avaient trouvé la mort dans les champs de bataille ou avaient été victimes de déplacements forcés

et de maladies, mais pour plusieurs la fin survint après des exécutions ordonnées en vue de semer la terreur et de prendre une revanche contre l'adversaire. Ce fut surtout le cas de douzaines de patriotes durant la période de la Reconquête espagnole, période pendant laquelle (entre 1814 et 1816) les royalistes récupérèrent le pouvoir en Colombie, au Venezuela et au Chili. Les exécutions et les assassinats furent aussi monnaie courante entre les leaders *criollos* : parmi les victimes les plus connues figurent l'Argentin Manuel Dorrego, les Chiliens Manuel Rodríguez et José Miguel Carrera et le célèbre général vénézuélien Antonio Sucre, pourtant héros militaire, vainqueur de plusieurs des batailles décisives contre les Espagnols, tous victimes des rivalités et des luttes pour le pouvoir, même une fois l'indépendance acquise. Bolívar échappa de peu à une tentative d'assassinat par ses opposants, en 1828 à Bogotá.

Dans ces conditions, les nouveaux pays accédèrent à la vie indépendante avec un lourd héritage, une « culture de la répression » renforcée par les préjugés raciaux, le mépris (et la peur) à l'égard des gens à la peau foncée. En effet, les rébellions indigènes et des esclaves noirs, qui avaient jalonné la période coloniale, persistèrent pendant la nouvelle époque<sup>2</sup> contribuant à

maintenir une société divisée non seulement selon des critères de classe, mais aussi de race. De plus, le pouvoir était souvent entre les mains des militaires, à cause du rôle que ces derniers avaient joué dans l'indépendance et à cause de la fragilité des partis politiques et des institutions, ce qui favorisait le recours à la violence comme moyen pour accéder au gouvernement et pour dominer la société.

Il faut néanmoins faire une distinction entre les degrés d'utilisation de la violence et la nature des régimes qui s'en servaient. L'usage de la violence contre les gens de couleur n'impliquait pas une répression généralisée, puisque les révoltes raciales ne mobilisaient pas l'ensemble de la société et ne visaient pas le pouvoir mais l'amélioration de leurs conditions de vie, souvent à l'échelle locale seulement. Il y eut des régimes dictatoriaux qui employèrent la terreur de façon systématique pour rester au pouvoir, comme le cas de José Gaspar Rodríguez de Francia au Paraguay (de 1814 à 1840), Juan Manuel de Rosas à Buenos Aires (de 1832 à 1852), Manuel Estrada Cabrera au Guatemala (de 1898 à 1920) et de Rafael Leonidas Trujillo en République dominicaine (de 1930 à 1961), mais il s'agit de situations plutôt exceptionnelles. Durant le XIX<sup>e</sup> siècle et une partie du XX<sup>e</sup>, l'Amérique latine connut une alternance entre des gouvernements relativement démocratiques, avec des autorités élues au suffrage restreint et des régimes dictatoriaux dirigés dans la plupart des cas par des militaires ambitieux mais pratiquant un style de pouvoir relâché, qui devenait menaçant seulement contre certains de leurs opposants. Le fait que la vie politique se déroulait entre les élites et l'absence de conflits idéologiques aigus<sup>3</sup> faisaient en sorte que, même dans des situations de régimes autoritaires, le degré de répression était plutôt faible.

Néanmoins, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque les premiers grands mouvements de contestation ouvrière firent leur apparition, le pouvoir se sentit plus menacé, car cette fois-ci le mouvement social s'appuyait sur des idéologies politiques (anarchisme, socialisme, communisme...) qui mettaient en cause l'ensemble du système de domination, ce qui n'avait pas été le cas dans les époques précédentes. L'appareil répressif de l'État s'abattit de tout son poids contre ce que l'on jugeait une menace contre l'ordre public, provoquant de véritables massacres. Tel fut le cas de la tuerie des ouvriers en grève dans le Nord du Chili, en 1907, où entre 2 000 à 3 000 personnes perdirent la vie, ou encore le massacre des travailleurs ruraux au Salvador, en 1932, épisode connu comme la *Matanza* (tuerie), avec environ 30 000 morts. Ces épisodes démontraient que la violence devenait plus grande lorsque

le pouvoir se sentait menacé par les gens d'en bas : le mépris, voire la haine de classe étaient assez présentes. Qui plus est, ces massacres étaient l'œuvre de l'armée et non pas des corps de police ou de milices privées. De cette manière, la tradition répressive des militaires qui venaient de se constituer en tant qu'institution professionnelle, avec la création du service militaire obligatoire et des Académies de guerre au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, se renforçait<sup>4</sup>.

### **LES ANNÉES 1960 : UN NOUVEAU CONTEXTE**

Cette mise en perspective historique aide à mieux comprendre les origines des gouvernements dictatoriaux qui, entre les années 1960 et la fin des années 1980, mirent en place des régimes qui employèrent de façon systématique la terreur et la menace de mort. Leur apparition, à une époque où la démocratie avait accompli quelques progrès (élargissement du droit de vote, apparition de partis politiques, diffusion de la presse, lois sociales...), s'explique non seulement par cette vieille mentalité répressive qui n'était pas disparue, mais aussi par la tension suscitée par la révolution cubaine, qui introduisit un nouveau facteur dans l'histoire latino-américaine.

### **L'USAGE DE LA FORCE ET LE DROIT DES AGENTS DU POUVOIR DE TUER ÉTAIENT MAINTENANT L'EXPRESSION DU DROIT DE L'ÉTAT D'ASSURER SON EXISTENCE.**

En effet, la formation du premier régime communiste dans l'hémisphère donna lieu à une grande effervescence, qui s'exprima à travers des demandes sociales à la hausse (réforme agraire, nationalisations...). Dans certains pays, il y eut l'émergence de groupes de guérilla qui cherchaient à faire la révolution socialiste. Cela fut perçu par les tenants de l'ordre comme une situation beaucoup plus dangereuse que les coups d'État d'un politicien écarté du pouvoir, les rébellions d'Indiens ou les protestations ouvrières. L'usage de la force et le droit des agents du pouvoir de tuer étaient maintenant l'expression du droit de l'État d'assurer son existence ; dorénavant, le massacre de l'adversaire était légitimé non pas au nom de la défense du gouvernement, mais de la survie même du corps social (Foucault, 1976, p. 179).

Le pouvoir tomba alors entre les mains des militaires, dont la mentalité correspondait bien à la « mission » de défense de la patrie et de la civilisation occidentale, mises en péril par la montée révolutionnaire. Cela fut la cause – ou le prétexte<sup>5</sup> – d'une série de coups d'État dans plusieurs pays (Brésil en 1964, Bolivie en 1971, Chili et Uruguay en 1973, Argentine en 1976) ; ailleurs, on assista au renforcement de la présence de l'Armée au pouvoir, dans les pays où les militaires contrôlaient le gouvernement depuis plusieurs années (Guatemala, Honduras, Salvador). Cette liste se complétait avec les pays soumis à des dictatures « patrimoniales », dirigées par une famille (Somoza au Nicaragua depuis 1935, Stroessner au Paraguay depuis 1955, Duvalier en Haïti depuis 1957), mais qui se servaient aussi de l'appareil militaire comme base de leur pouvoir<sup>6</sup>. Jamais, dans l'histoire latino-américaine, on n'avait dénombré autant de pays soumis en même temps à des dictatures de longue durée.

Pour les leaders de ces régimes, la répression devait être totale, car « la subversion n'est pas un problème qui nécessite seulement une action militaire, c'est un phénomène global qui requiert aussi une stratégie globale de lutte dans tous les domaines : de la politique, de l'économie, de la culture et de l'armée », affirmait le général Jorge Rafael Videla, chef de la Junte militaire qui prit le pouvoir en Argentine après le coup d'État de mars 1976 (Lafage, 1991, p. 115). Quelques années plus tôt au Brésil, en 1967, le gouvernement militaire avait réformé la constitution en introduisant une loi sur la presse qui stipulait que le pouvoir exécutif ne pouvait être critiqué ni accusé d'aucun crime, même avec preuves. La loi de la sécurité nationale déclarait que « tous les Brésiliens étaient responsables de la sécurité nationale, ce qui revenait à institutionnaliser la délation » (*Violence militaire au Brésil*, 1971, p. 61).

Dans ce contexte, la répression s'abattit avec une grande dureté contre les « ennemis de l'État ». Les morts et les torturés se comptèrent par milliers, quoique les chiffres variaient beaucoup d'un pays à l'autre. La pire situation fut celle vécue au Guatemala, avec environ 150 000 morts entre les années 1960 et 1996. En Argentine, on calcule qu'entre 20 000 et 30 000 personnes perdirent la vie, alors que le chiffre était de 3100 au Chili, 3000 au Paraguay, 300 en Bolivie et 300 au Brésil et en Uruguay.

Les formes de la répression étaient aussi variées. En Amérique centrale, elle s'exerçait de façon ouverte puisqu'il s'agissait d'une véritable guerre civile. L'armée guatémaltèque procédait à des actions punitives collectives pour effrayer la population paysanne indigène et empêcher ainsi que cette



dernière prête assistance aux guérilleros, opérations qui avaient l'allure d'un véritable génocide<sup>7</sup> et qui ont donné lieu à de poignants témoignages, le plus connu étant celui de Rigoberta Menchú (Burgos, 1985). En Uruguay, jadis connu comme la « Suisse de l'Amérique », le nombre de morts paraît faible, mais il y eut beaucoup de détenus, peut-être 3 000, qui furent tous torturés (*Le Devoir*, 3 juillet 1980). Pas surprenant que le nombre d'exilés de ce pays ait représenté environ 10 % de la population totale du pays au début des années 1980, pourcentage supérieur à celui d'autres pays qui connurent aussi des exils massifs<sup>8</sup>.

## DEUX CAS D'ESPÈCE : LE CHILI ET L'ARGENTINE

Ces deux cas nous permettent d'examiner de plus près les tendances qu'on vient d'évoquer. Ils partagent des caractéristiques communes, mais ils présentent aussi certaines différences.

Les deux régimes déclarèrent dès le départ qu'ils livraient une « guerre » contre l'ennemi, ce qui constituerait (et ce, jusqu'à aujourd'hui, surtout au Chili) le principal argument pour justifier le fait qu'il y ait eu un nombre considérable de morts. Mais il s'agissait d'un conflit qui incluait des méthodes peu orthodoxes, sans égard aux droits de « l'ennemi » puisque tous les deux pratiquèrent à outrance le sinistre mécanisme consistant à faire disparaître les opposants. Selon le dictateur argentin, Videla, il s'agissait d'une décision efficace parce que s'il n'y a pas de victime ni de preuves du délit, « on peut esquiver les questions auxquelles on ne peut pas répondre, qui a tué, quand, comment... ». De cette manière, la guerre en devenait une « d'intelligence », consistant à transformer les prisonniers en disparus, ce qui « revenait à leur enlever l'identité, ils ne sont ni vivants ni morts, ils sont disparus » (Seoane et Muleiro, 2002, p. 215-216). Au Chili, il y eut néanmoins un court cycle d'exécutions dont les détails furent publiés dans les journaux, qui donnaient les noms des victimes. Ces faits, œuvre d'un groupe d'officiers dans plusieurs villes de province suivant le parcours connu plus tard comme la « caravane de la mort »<sup>9</sup>, eurent lieu en octobre 1973, un mois après le coup. Selon la veuve d'une des personnes fusillées, ces actes obéissaient à une certaine logique, car ils avaient lieu dans des régions à forte concentration ouvrière où les partis de la gauche avaient une longue tradition. L'objectif était clair : effrayer ces populations, qui pouvaient constituer des noyaux de résistance ; par contre, il y eut d'autres tueries, qui furent toujours niées par les militaires, parce qu'elles avaient eu lieu dans des régions qui n'appuyaient pas

traditionnellement la gauche ; donc, il n'était pas nécessaire de les rendre publiques (*Chile, la memoria prohibida*, 1989, vol. 1, p. 343).

Un autre des mécanismes utilisés par le système répressif fut l'implantation d'un réseau de délateurs, qui étaient actifs dans les usines et dans les universités, agissant de façon ouverte, ce qui avait un effet dissuasif contre ceux qui songeaient à poser des gestes de protestation (Constable et Valenzuela, 1991). Cette méthode était efficace, car elle semait la peur parmi les gens qui savaient qu'un proche ou un ami avait disparu, et cela paralysait leur action. Au Chili, un de ceux qui vécurent cette étape déclara plus tard qu'« à l'université, il régnait un tel climat de méfiance que je gardais souvent une distance par rapport à ceux qui auraient pu être mes amis. Je me sens coupable, car en 1976, deux d'entre eux disparurent, l'un d'eux est peut-être retourné chez lui, dans le nord, l'autre n'assista plus aux cours » (Sagaris, 1996, p. 22). D'autres témoignages mentionnent la disparition des nombreux réfugiés latino-américains qui avaient trouvé asile au Chili entre 1970 et 1973 et qui suivaient des cours dans les universités ; après le coup d'État, on ne les a pas revus.

Un autre avantage de ce système pour la dictature était de pouvoir gouverner sous l'apparence d'un pays « normalisé », dans lequel les gens s'adonnaient à leurs activités quotidiennes comme si rien ne s'était passé. Cela était particulièrement important au Chili, pays où la dictature dirigée par le général Pinochet voulait prouver que son gouvernement maintenait la tradition chilienne d'ordre et de respect des institutions, qui était beaucoup plus importante qu'en Argentine<sup>10</sup>.

Que ce soit au Chili ou en Argentine, la répression ne s'arrêtait pas, même après avoir décimé les rangs de l'adversaire. Au Chili, en 1977, les forces de la gauche (Parti communiste, socialiste, et le MIR, le mouvement de la gauche révolutionnaire) avaient été écrasés. Mais la répression continua puisque, selon un agent de la police secrète (DINA), « l'idée avait été d'abord d'arrêter le terrorisme, après on s'était concentré sur ceux qui semblaient extrémistes, et l'on continua avec ceux qui pouvaient le devenir » (Sagaris, 1996, p. 149). Cette

---

*Les portes du passé  
sont arrachées une à une.*



© José Lambert, 2003

approche était exactement la même en Argentine, comme en témoigne la déclaration que le général Manuel Saint-Jean avait faite à un journaliste anglais : « nous allons éliminer d'abord les subversifs, ensuite leurs complices, puis ceux qui sympathisent avec eux et enfin, les indifférents » (Seoane et Muleiro, 2001, p. 196). Et cela, même si l'extermination n'avait aucune justification en termes militaires. Un des rares tortionnaires repentis, Adolfo Scilingo, officier de la marine de guerre, l'admit plus tard : « Le pays connaissait une situation chaotique, oui. Mais aujourd'hui je vous dis qu'on aurait pu sans problème y remédier d'une autre manière. » Et parlant des prisonniers qui furent jetés à la mer, il ajouta : « [...] il n'y avait aucun besoin de les tuer. On aurait pu les cacher n'importe où dans le pays » (Verbitsky, 1995, p. 135).

Une dimension nouvelle dans la répression fut son organisation internationale : dès 1976, les responsables militaires de ces opérations en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Brésil et en Bolivie coordonnèrent leurs actions dans un plan connu comme le Plan Condor. Le Pérou collabora au niveau de l'information sur les exilés politiques jugés dangereux. Ce plan fit en sorte que les agents de la répression dans un pays donné arrêtaient et enlevaient des ressortissants des pays voisins participants au plan, pour ensuite les livrer aux forces répressives de la dictature dans leur pays d'origine. Entre mai et juillet 1976, ce plan avait donné comme résultat, en Argentine, l'enlèvement de 65 ressortissants du Chili et de l'Uruguay (Seoane et Muleiro, 2001, p. 243).

Comment les responsables de cette politique ont-ils justifié leurs actions ? Ici, il y a une différence entre le cas de l'Argentine et celui du Chili. Dans le premier, les militaires avaient annoncé leur intention de prendre le pouvoir et d'éliminer physiquement leurs adversaires bien avant le coup d'État de mars 1976, justifiant la répression en affirmant qu'il s'agissait « d'une guerre contre la subversion *apatride* [nos italiennes] contre laquelle notre armée se bat... pour défendre le mode de vie chrétien » (Verbitsky, 1995, p. 62). Une fois au pouvoir, Videla avait déclaré que « la subversion avait violé les droits fondamentaux, en s'attaquant au travail, à la paix et à la propriété. Nous avons un ennemi qui veut saper par la force notre société et détruire les valeurs chrétiennes et occidentales que nous défendons, et Dieu se trouve en haut » (Seoane et Muleiro, 2001, p. 296). Il y a donc une déclaration qui semble issue directement de l'inspiration divine, et qui identifie l'ennemi comme une force étrangère à la société et à la nation. C'est cela qui avait sans doute inspiré le

gouverneur militaire de la province de Santiago del Estero, qui avait imposé les cours de religion catholique<sup>11</sup> dans toutes les écoles afin de « réimplanter la pratique de la morale chrétienne, la tradition nationale et la dignité d'être Argentin » (*Argentine...*, 1978, p. 113).

Cette mentalité des militaires argentins acquit des traits extrêmes dans la répression lancée contre un groupe en particulier : les Juifs. Accusés par des groupes paramilitaires de constituer une « ploutocratie judéo-bolchevique » qu'il fallait exterminer, plusieurs membres de l'importante communauté israélite de Buenos Aires, qui compte environ 100 000 personnes, subirent divers actes de harcèlement et de torture (*Argentine...*, 1978, p. 103). Le journaliste Jacobo Timerman fut la plus connue des victimes de cette répression, qui mélangeait le racisme avec la haine de classe et la xénophobie. Cette dimension fut absente au Chili, pays où les Juifs étaient de toute manière bien moins nombreux qu'en Argentine.

Au Chili, les militaires n'avaient pas fait de déclarations préalables au coup d'État et, une fois au pouvoir, ils ne se servirent pas de la défense de la chrétienté comme argument pour justifier leurs actions, parlant plutôt de la nécessité de revenir au nationalisme. Ce dernier était défini par le général Gustavo Leigh, membre de la Junte de gouvernement, comme « la recherche du destin du Chili, basée sur les valeurs autochtones du pays, sur nos leaders historiques, tels Portales<sup>12</sup> [...] nous devons garder notre façon d'être bien à nous, nos propres valeurs, sans adopter des principes venant de l'étranger, comme le marxisme ou autres » (Correa *et al.*, 1983, p. 49).

Ce que les deux régimes ont eu en commun fut leur projection historique : autant au Chili qu'en Argentine, lorsqu'elles ont pris le pouvoir, les dictatures se sont bien gardées de ne pas stipuler pour combien de temps elles y resteraient<sup>13</sup>. Pour les deux, il s'agissait d'entamer une nouvelle étape historique, ce qui impliquait, comme le dirent souvent les militaires chiliens, « des objectifs, pas de délais ». En Argentine, Videla et les siens annoncèrent que le pays se trouvait dans un « Processus de reconstruction nationale » et le premier mot, *Proceso*, en espagnol, devint le concept clé pour définir le régime. Dans cette optique, les moyens utilisés se justifiaient pleinement puisqu'il ne s'agissait pas tout simplement de détruire l'ennemi et de redonner le pouvoir aux civils qui, de toute façon, s'étaient avérés incapables de diriger le pays. Les militaires étaient donc investis d'une mission qui transcendait leur action immédiate ; tuer pouvait permettre une nouvelle vie.

## DES DIVERS MODES DE SOCIALISATION FACE À LA VIE ET À LA MORT

Ce que nous venons de décrire devait influencer l'attitude collective des gens confrontés à la répression. Pour les parents des victimes au Chili, il pouvait y avoir deux attitudes : la première consistait à rester paralysés, soumis dans l'angoisse devant la perte d'un être cher, à tomber dans la « culture de la mort, qui est une culture terrible » (*Araucaria*, 1985, n° 30, p. 32). Cette attitude menait à un désintérêt envers la politique, car « c'est à cause des politiciens que les choses ont mal tourné » (*Ibid*). Il vaut mieux ne rien faire, car ainsi on peut au moins rester en vie, comme le déclarait une femme qui avait failli être assassinée par les militaires lors du coup d'État de 1973. Elle voyait avec tristesse que ses enfants n'osaient pas dénoncer la dictature, mais elle essayait de comprendre leur attitude : « Si mon mari était vivant de nouveau il penserait peut-être comme mes enfants, qui ne voient pas très loin. Ils croient peut-être qu'ils défendent mieux leur vie ainsi » (Politzer, 1988, p. 37). Cette attitude montre à quel point la répression faisait sentir à certains que la frontière entre la vie et la mort était mince. La deuxième option était l'opposé : agir, ne pas accepter la mort, s'unir dans la dénonciation des crimes, exiger justice : « Pour la vie, pour que nos enfants n'aient pas à vivre avec la mort dessus », comme le disait Estela Ortiz, lors des funérailles de son mari, assassiné en mars 1985 à Santiago (*Araucaria*, 1985, n° 30, p. 26). Cette attitude avait commencé à prendre forme depuis 1983 avec les premières manifestations de protestation contre la dictature, qui devaient se multiplier par la suite. En Argentine, une expression célèbre de cette contestation fut la formation du groupe connu comme les « Mères de la Place de Mai », qui regroupait les mères des détenus-disparus. Elles commencèrent à se regrouper et à manifester à la Place de Mai en 1977 pour exiger des autorités militaires des informations sur le sort des leurs. Il s'agissait d'une attitude très courageuse, car toutes les réunions publiques étaient alors interdites.

Il est aussi important de connaître la réaction de ceux qui ne souffraient pas de la répression, qui étaient d'accord avec la dictature ou qui l'acceptaient, assumant une attitude d'indifférence. Au Chili, confrontés à l'information sur une disparition ou une mort, la plupart de ces gens réagissaient en disant que ces personnes « avaient sûrement fait quelque chose de mal » et méritaient probablement une punition. Cette attitude commença à changer lors de certains crimes crapuleux qui n'étaient pas de



nature politique, mais qui ne s'expliquaient pas sans le contexte d'impunité dans lequel la dictature opérait, ce qui semblait donner le feu vert à tous les criminels : ce fut le cas des meurtres en série commis à Viña del Mar en 1981 par un psychopathe et d'un meurtre commis dans une banque à Calama, ville minière du Nord, perpétré par le gérant avec la complicité de quelques-uns des gardes afin de dévaliser la banque. La commotion fut grande et le public exigea que justice fût faite, car il était facile de s'identifier aux victimes : « cela aurait pu être moi, mon fils, ma femme » (Sagaris, 1996, p. 136). C'est de cette façon que, lentement, une partie de ceux qui jusque-là s'abstenaient de critiquer la dictature manifestèrent un appui à ceux qui commençaient à s'opposer ouvertement au régime. Une nouvelle forme de socialisation voyait ainsi le jour, qui dépassait les orientations politiques, car il ne s'agissait plus d'une action basée sur les partis, mais sur les principes de l'humanité et de la défense de la vie contre la répression et la mort.

### Bibliographie

- ARAUCARIA (1978-1990). Revue chilienne publiée à Madrid.
- ARGENTINE : DOSSIER D'UN GÉNOCIDE (1978). Paris, Flammarion.
- BURGOS, Elizabeth (1985). *Me llamo Rigoberta Menchú y así me nació la conciencia*, México, Siglo XXI.
- CHILE, LA MEMORIA PROHIBIDA (1989). Santiago, Pehuén.
- CONSTABLE, Pamela et Arturo VALENZUELA (1991). *Chile under Pinochet. A Nation of Enemies*, New York, Norton and Cie, chapitre « The culture of fear », p. 140-165.
- CORREA, Raquel *et al.* (1983). *Los generales del régimen*, Santiago, Editorial Aconcagua.
- FOUCAULT, Michel (1976). *Histoire de la sexualité*, Paris, Gallimard, vol. 1.
- LAFAGE, Franck (1991). *L'Argentine des dictateurs, 1930-1983. Pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, Paris, L'Harmattan.
- LA VIOLENCE MILITAIRE AU BRÉSIL (1971). Paris, Maspero.
- LE DEVOIR (1980). « En sept ans, les militaires ont fait de l'Uruguay un véritable bagne », Montréal, 3 juillet.
- POLITZER, Patricia (1988). *Miedo en Chile*, Santiago, Cesoc-Chile América.
- SAGARIS, Lake (1996). *After the First Death. A Journey Through Chile, Time, Mind*, Toronto, Somerville House.
- SEOANE, María et Vicente MULEIRO (2001). *El dictador. La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- VERBITSKY, Horacio (1995). *El vuelo. La guerra sale en Argentine*, Paris, Éd. Dagorno.

### Notes

1. Je ne considère pas ici l'époque coloniale, car le contexte est différent.
2. L'esclavage fut aboli dans les divers pays latino-américains, quoique de façon graduelle. Dans la plupart des cas, les Noirs furent affranchis entre 1820 et 1850, mais à Cuba l'esclavage persista jusqu'en 1878 et au Brésil jusqu'en 1888.
3. Le principal conflit à ce niveau fut celui qui opposa les libéraux aux conservateurs autour de la question de l'Église catholique, mais dans la plupart des pays les querelles entre ces deux camps se manifestèrent au niveau politique seulement. Le Mexique fut la grande exception, puisqu'une sanglante guerre s'y déroula entre ces deux forces, de 1858 à 1867.
4. La mentalité répressive chez les militaires s'alimentait, entre autres, du racisme. Dans la marine de guerre brésilienne, où les officiers étaient généralement Blancs, les punitions contre les marins (dont la majorité étaient des Noirs ou des mulâtres) jugés coupables d'insubordination ou de manque de respect incluaient les coups de fouet. Ces actes, qui persistèrent jusqu'au moins les années 1920, reproduisaient les relations entre maîtres et esclaves des époques précédentes.
5. Il est important d'expliquer ici que, dans la plupart des cas, la menace révolutionnaire était plus apparente que réelle. Au Brésil, les groupes armés de gauche n'avaient aucune chance de prendre le pouvoir et, en Uruguay, la guérilla des *Montoneros* avait déjà été vaincue, en 1973, lorsque les militaires décidèrent de s'installer au pouvoir pour de bon. Le danger révolutionnaire était plus réel au Chili, où la gauche était au gouvernement depuis 1970 avec le régime de l'Unité populaire, et en Amérique centrale, avec les divers groupes armés au Salvador et au Nicaragua. L'installation de dictatures doit s'expliquer aussi par la situation de crise politique et économique que traversaient plusieurs pays, où les dirigeants civils, incapables de contrôler la situation, invitaient les militaires à intervenir. L'écrasement du mouvement syndical et la domestication d'une main-d'œuvre devenue trop contestataire au début des années 1970 étaient des objectifs importants, qui expliquent la collaboration enthousiaste des grandes entreprises avec les militaires.
6. Le Panama, l'Équateur et le Pérou furent aussi dominés par des dictatures militaires dans les années 1970, mais ces régimes furent beaucoup moins répressifs et leur durée fut moindre. À Cuba, le régime communiste mit beaucoup de monde en prison (encore qu'il n'y ait pas de chiffres fiables), mais le nombre de morts fut minime. La Colombie, pays reconnu pour sa violence, est un cas à part. Depuis 1958, il est dirigé par des gouvernements civils élus, ce qui ne permet pas de parler de dictature. Cela n'a pas empêché que plus de 100 000 personnes aient perdu la vie depuis cette date, mais les raisons de cette situation tragique et complexe dépassent les limites de cet article.
7. Par contre, l'accusation portée contre Pinochet alors qu'il était arrêté à Londres, entre 1998 et 2000, voulant qu'il ait été coupable de génocide, n'était pas fondée. Les victimes

de la répression, dans une société dont 75 % de la population était urbaine, n'appartenaient pas à une ethnie en particulier.

8. Dans le cas du Chili, on a avancé le chiffre d'un million d'exilés, ce qui correspondrait aussi à 10 % du total de la population, mais de ce nombre il faudrait enlever au moins 200 000 personnes qui habitaient déjà à l'extérieur du pays avant le coup d'État de 1973, surtout en Argentine.
9. En 2000, après avoir perdu l'immunité parlementaire qu'il avait en tant que sénateur à vie, Pinochet faillit être condamné pour sa responsabilité dans ces exécutions, qui furent ordonnées sans qu'il y ait eu un procès contre les victimes, mais il échappa à la justice en raison, selon les juges, de son état de santé.
10. Au XX<sup>e</sup> siècle, le Chili avait connu une seule dictature avant celle de 1973, celle du général Ibáñez (1924-1931), alors qu'en Argentine il y en avait eu plusieurs : 1930-1931, 1943-1946, 1955-1958, 1961-1963 et 1966-1973.
11. Cela n'a pas empêché les militaires argentins de tuer et de torturer un bon nombre de religieux, en particulier les curés « tiers-mondistes ». L'évêque de La Rioja, petite province pauvre située dans le centre du pays, Mgr Enrique Angelelli, qui avait fait des déclarations contre le coup d'État et qui avait dénoncé les assassinats des prêtres, fut la plus connue de leurs victimes. Il mourut dans un prétendu accident d'automobile, en août 1976.
12. Diego Portales (1793-1837), politicien conservateur, ayant occupé plusieurs postes de ministre dans les années 1830, inspirateur de la Constitution de 1833, en vigueur jusqu'en 1925. Il est devenu le mythe des politiciens de la droite et des militaires qui soulignaient son attachement à l'ordre et son dévouement au service public. Après la destruction du palais présidentiel de La Moneda, le 11 septembre 1973, les militaires choisirent comme siège du gouvernement un édifice au centre-ville qui fut rebaptisé avec le nom de Portales.
13. La dictature au Chili se maintint jusqu'en mars 1990, lorsque Pinochet dut céder le pouvoir au président Patricio Aylwin, élu quelques mois plus tôt. En Argentine, la dictature eut une plus courte durée (jusqu'en 1983) à cause d'un important accident de parcours : la défaite contre la Grande-Bretagne lors de la guerre des Malouines en avril-juin 1982, qui força les militaires à convoquer des élections.